



Sivom du
littoral des Maures

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché public de Travaux

Renouvellement de canalisations d'eaux usées

**145, Chemin des Essarts
83240 CAVALAIRE-SUR-MER**

Les stipulations de l'arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché. Le marché prévoit de déroger à certains articles du CCAG-Travaux. Le dernier article du présent document contient la liste récapitulative des articles auxquels il est dérogé.

1.Dispositions générales

1.1 Objet du marché

1.1.1 Présentation de l'opération

L'opération engagée par le SIVOM du littoral des Maures vise à renouveler les réseaux d'eaux usées sur les Communes :

De la Croix-Valmer :

RD559 (276ml)

Boulevard des Cyprès : ragréage 2 regards : 693, 694

De Cavalaire sur Mer :

Avenue de Bagatelle (230ml)

Avenue de la Vigie - de la calanque à la rue de la Baie (280ml)

Rue du Bois Joly (315ml)

Avenue Marcel Pagnol ponctuels

Chemin de Rigaud, tronçon 4353-4354

Boulevard Malmaison (manchette + reprises de regard, étanchéité,...)

Une attention particulière devra être apportée aux possibilités d'optimiser la pente. Les informations qui suivent permettent de préciser l'objet des travaux concernés par la présente mission :

Ces travaux feront l'objet de contrôles de conformité, compactage, étanchéité et inspection télévisée.

1.1.2. Mode de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée, en application de l'article L.2123-1 1° du Code de la Commande Publique. La présente consultation est un marché ordinaire, qui ne requiert aucune technique d'achat particulière.

1.1.3. Allotissement

Le présent marché est constitué de 1 lot .

1.1.4. Tranches optionnelles

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches

1.1.5. Lieux d'exécution des travaux

Sur la Commune de Cavalaire sur Mer : Avenue de Bagatelle, avenue de la vigie, rue du bois Joly, chemin de Rigaud, avenue Marcel Pagnol et Boulevard de Malmaison.

Sur la Commune de La Croix-Valmer : RD559 et avenue des Cyprés.

1.1.6. Délais

Le marché prend effet à la date de réception de la notification par le titulaire. L'envoi de la notification en e-LR avec AR se fera sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-securises.fr>.

La notification du marché ne vaut pas ordre de service de démarrage d'exécution du marché. L'ordre de démarrage des travaux sera communiqué ultérieurement.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

La durée de la période d'exécution du marché est de 7 mois dont 1 mois de période de préparation.

Un ordre de service précisera la date à laquelle démarre la période de préparation pour chacun des lots.

Un ordre de service précisera la date à laquelle démarre le délai d'exécution des travaux pour chacun des lots.

1.1.7. Normes

La description des ouvrages est indiquée dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1.2 Condition d'exécution des travaux

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, les plans et les annexes définissent les conditions d'exécution des travaux.

1.3 Maitre d'œuvre

- BATGET
13 rue du Peyron
83310 COGOLIN
06.23.74.81.23.

1.4 Mission coordination SPS

Sans objet.

1.5 Approvisionnements

Au cours de la période de préparation, le titulaire devra prendre toutes dispositions pour s'assurer d'être approvisionné dans des délais lui permettant de respecter le calendrier

prévisionnel d'exécution des travaux.

1.6 Adjonction de prestations supplémentaires

Des prestations supplémentaires pourront être commandées en cours de marché, par ordre de service et feront l'objet d'un avenant aux fins de régularisation.

1.7 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, ils facturent leurs prestations hors T.V.A. et ont droit à ce que l'administration leur communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros.

Leurs prix resteront inchangés en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. ».

Les intervenants étrangers devront comprendre et parler le français.

1.8 Unité monétaire / monnaie de compte

La monnaie de compte du marché est l'€uro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

1.9 Sous-traitance :

1.9.1. Dispositions générales

Le contractant ne peut, sans autorisation écrite préalable de la personne publique, céder tout ou partie des droits et obligations dérivant du contrat, ni sous-traiter - même en partie - l'exécution de tâches qui lui ont été confiées, ni substituer, en fait, des tiers aux mêmes fins.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

1.9.2. Désignation des sous- traitants en cours d'exécution du marché

En cours d'exécution du marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur, ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration DC4 contenant les renseignements mentionnés à l'article R2193-1 du Code de la commande Publique,

2° le sous-traitant fournit la liste de documents visés dans le règlement de la consultation « Pièces à fournir par le candidat retenu, le membre du groupement ou le sous-traitant » et un RIB,

3° le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés dans l'acte spécial (DC4) signé par l'acheteur. En l'absence de réception de l'acte spécial signé par l'acheteur, le sous-traitant n'a pas à intervenir sur le chantier.

1.10 Cotraitance

Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés. Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas de groupements, l'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint devra être **solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de mandataire et de membre d'un ou plusieurs autres groupements.

1.11 Marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable susceptibles d'être passés ultérieurement

L'acheteur se réserve la faculté de mettre en œuvre, le cas échéant, les dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

2. Pièces constitutives du marché

Toutes les pièces du marché sont rédigées en français. Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement (AE) du lot, et ses éventuelles annexes financières, daté et signé par le candidat et la personne publique. **L'Acte d'Engagement est établi en un seul original dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi,**
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes communes à tous les lots, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de travaux

- le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes – Généralités applicables à tous les lots, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les annexes relatives aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres, le cas échéant ;
- les annexes relatives à la mise au point du marché (Ouv11), le cas échéant ;
- les avenants intervenants en cours de marché, le cas échéant ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification ;

3.Modalités de détermination des prix

3.1 Répartition des paiements :

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

3.2. Contenu et caractéristiques des prix – modalités de règlement des factures

Conformément à l'article 9.1.1. du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Conformément à l'article 9.1.2. du CCAG-Travaux, dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marges correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Si le marché ne prévoit pas de disposition particulière pour rémunérer le mandataire des dépenses résultant de son action de coordination des membres du groupement conjoint, ces dépenses sont réputées couvertes par les prix des travaux qui lui sont attribués.

Conformément à l'article 9.1.3. du CCAG-Travaux, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

3.2.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix sont établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et décennale pour tous les lots.

3.2.2. Règlement des travaux faisant l'objet du marché

Toutes les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application d'un Devis Quantitatif Estimatif s'appliquant conformément au Bordereau des Prix Unitaires.

3.2.3. Règlement des travaux en régie

Il n'est pas prévu de règlement des travaux en régie.

3.2.4. Caractéristiques des prix

Les prix sont révisibles.

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois m0, mois de remise des offres.

La révision est applicable à l'ensemble des travaux. La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Le montant d'un acompte ou du solde sera révisé par application du coefficient défini par la formule suivante :

$$C = 0.15 + [(0.85 \times (I_n/I_o))]$$

où o et n sont les valeurs réelles de l'index au mois o et au mois n correspondant au mois d'exécution des travaux.

Choix des index de référence :

Les index de référence I, choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché public sont :

TP10a : canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux

Révisions provisoires :

Si au moment de l'établissement d'un acompte, l'index du mois d'exécution des travaux n'est pas publié, il est procédé à une révision provisoire calculée avec le dernier indice connu. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Valeur finale de l'index :

La valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de la réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

3.2.5. Modalités du règlement des comptes du marché

Les stipulations de l'article 12 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

Demandes de paiement mensuelles :

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ou modificatives ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 13.1 du CCAG travaux s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés. Lorsque des réfections ont été fixées par application du présent CCAG, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- Travaux et autres prestations du marché ;
- Approvisionnements ;
- Primes ;
- Remboursement des débours incombant au maître d'ouvrage dont le titulaire a fait l'avance, le cas échéant, au titre de l'article 26.4 du CCAG Travaux.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante : Si le marché définit des phases d'exécution des travaux et s'il indique le montant du prix à régler à l'achèvement de chaque phase, le projet de décompte comprend :

- pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;
- pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

En dehors de ce cas, le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le maître d'œuvre l'exige, de la décomposition de prix définie à l'article 9.3 du CCAG travaux.

Le montant des approvisionnements est établi en prenant en compte ceux qui sont constitués et non encore utilisés.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le maître d'ouvrage peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;

- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG travaux, dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement. Cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le titulaire envoie cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Acomptes mensuels :

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;
- d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- e) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et c ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b (en cas de primes), e et f et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d (en cas de pénalités), e, g et h.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet. Cette notification intervient dans les sept jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire. Si cette notification n'intervient pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet. En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître

d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes. 12.3 du CCAG travaux.

Demande de paiement finale :

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Commentaires : Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les observations qu'il a émises et qui n'ont pas été acceptées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sous peine de les voir abandonnées.

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG travaux ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG travaux.

Toutefois, s'il est fait application des stipulations de l'article 41.5 du CCAG travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre ou, en cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de transmettre son projet dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Le maître d'œuvre est destinataire en copie de la mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le

décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 12.4 du CCAG travaux.

Décompte général définitif-Solde :

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général, qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 12.4.2 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général. Celui-ci devient alors le décompte général. Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général. A défaut, lorsque le décompte général sera devenu définitif, le maître d'ouvrage ne pourra réclamer au titulaire les sommes nécessaires à la levée des réserves ni appeler ce dernier à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index ne sont pas connues, le maître d'ouvrage mentionne la dernière valeur connue et notifie au titulaire la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer. Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le

titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement. Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la mention prévue à l'article 12.4.2 du CCAG travaux, les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG travaux, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG travaux;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de dix jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG travaux.

Si, dans ce délai de dix jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 12.4.2 du CCAG travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 12.4.3 du CCAG travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à

l'article 55.1 du CCAG travaux, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque les membres du groupement sont payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Commentaires : Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du maître d'ouvrage et les envoie conformément aux dispositions des articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Le titulaire ou son mandataire est seul, habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement d'opérateurs économiques solidaire et sauf dans l'hypothèse où les paiements sont effectués sur des comptes séparés, le comptable assignataire du marché, auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des membres du groupement d'opérateurs économiques, retient, sur les plus prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-attribution a été faite.

Si l'éventualité ci-dessus survient ou si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître d'ouvrage que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits, en cas de compte unique, à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

Facturation électronique

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique il les transmet selon les modalités prévues par ce même code. Les modalités pratiques d'exécution sont prévues dans les documents particuliers du marché.

La demande de paiement peut être refusée par le maître d'ouvrage lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des demandes de paiement à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct. Au préalable, le maître d'ouvrage doit avoir informé le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG travaux, de l'obligation à sa charge de transmission des demandes de paiement sous forme électronique et l'avoir invité à s'y conformer.

Lorsqu'un tiers au titulaire est habilité à recevoir des demandes de paiement, il est tenu, pour l'exercice de cette mission, de s'intégrer et de se conformer au portail de facturation utilisé par le maître d'ouvrage lorsque ce portail le permet. Les modalités pratiques d'habilitation des tiers pour accéder aux outils ministériels sécurisés sont prévues dans les documents particuliers du marché.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures seront transmises de manière électronique via la plateforme Chorus Pro.

L'article 1^{er} du décret n° 2016-1478 liste les mentions sans lesquelles les factures électroniques ne pourront être acceptées par la personne publique, à savoir :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement, notamment les coordonnées bancaires sur lesquelles le règlement doit être effectué ;
- 10° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En outre, le titulaire ne manquera pas d'indiquer les références du marché et le mois correspondant. La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Le formalisme devra être respecté à la lettre, sous peine de rejet systématique.

Pour de plus amples informations, le titulaire pourra se rendre à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/marches-publics-facture-electronique>

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire pourra s'adresser au Sivom du littoral des maures à l'adresse suivante :

SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
145 CHEMIN DES ESSARTS
83240 CAVALAIRE-SUR-MER
04 94 00 46 27
compta@sivom-littoraldesmaures.org

3.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants et cotraitants :

○ En cas de cotraitance :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Conformément à l'article 10.7. du CCAG-Travaux en cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera fait sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

○ En cas de sous-traitance :

Les dispositions des articles R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique s'appliquent.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par le titulaire groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5. Délai de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 10 et 12 du CCAG-Travaux.

Les prestations seront réglées par mandat administratif. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours calendaires à dater de la réception de la facture acceptée sans réserve, selon l'article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique.

3.6. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux de ces intérêts est défini dans l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique.

Selon l'article R. 2192-35 du Code de la Commande Publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire, pour frais de recouvrement, de 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

4. Clauses de financement et de sureté

4.1. Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré des titulaires, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues aux articles R. 2191-35 et R. 2191-42 du code de la commande publique.

4.2. Avance

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance pourra être accordée si les conditions sont remplies.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option A s'appliquera.

Option A

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande d'un montant équivalent à ladite avance.

L'avance sera versée à son bénéficiaire dans un délai de 30 jours. En application de l'article R2192-24, le délai de paiement de l'avance court à compter de la réception de la garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance se fera conformément aux articles R2191-11 et R2192-12 du code de la commande publique.

4.3. Cession ou nantissement des créances résultant du marché

L'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement. Concernant un marché à bons de commande, le nantissement ne pourra pas être supérieur au montant minimum annuel prévu par le marché.

5. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

5.1. Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance des matériaux, produits ou composants de construction.

5.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

5.2.1. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du Cahier des Clauses Techniques Générales concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier en application des articles 24 et 25 du CCAG-Travaux.

Le titulaire entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés ; les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier.

5.2.2 – Qualité des matériaux et produits :

Le titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'ouvrage l'y autorise par écrit après avis du maître d'œuvre. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG travaux.

Si le maître d'ouvrage subordonne son autorisation à l'acceptation par le titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

6. Contrôle et Réception des travaux

6.1. Documents à fournir avant le début des travaux

Les titulaires devront fournir les documents demandés aux CCTP pendant la période de préparation.

6.2. Visa des documents par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour apposer son visa

6.3. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Le titulaire devra s'engager conformément aux stipulations énoncées dans le marché.

6.4. Opérations préalables à la réception des travaux

Les opérations préalables à la réception des travaux seront réalisées dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et signé par lui et le titulaire.

6.5. Réception des travaux

Conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux, au vu du procès verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserve.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités.

Elles bénéficient d'un délai de quinze (15) jours pour remédier aux observations formulées dans le procès verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception. Si le titulaire ne s'y conforme pas, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

6.6. Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé dans le CCTP du lot.
Les documents sont remis sous un format numérique (clé USB) et sous format papier (2 exemplaires).

En cas d'allotissement, le DOE de chaque lot est fourni par le titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 8 ci-dessous.

7. Garantie contractuelle

Garantie de parfait achèvement :

Le délai de garantie est de 1 an à compter de la date d'effet de la réception du lot, délai pendant lequel le titulaire du lot est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement", conformément à l'article 44 du CCAG/travaux.

Garantie biennale de bon fonctionnement :

Le délai de garantie est de 2 ans à compter de la date d'effet de la réception du lot, délai pendant lequel le titulaire est tenu à une obligation dite de « bon fonctionnement », conformément à l'article 1792-3 du Code Civil.

A cet effet, le titulaire est tenu d'avoir et de tenir en état de validité une police d'assurance couvrant la réparation des dommages résultant d'un effondrement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, que de désordres engageant sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie aux articles 1792 à 1792-2 et 2220 du Code civil.

8. Pénalités – Mesures coercitives - Résiliation

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Conformément à l'article 19.2.4. du CCAG-Travaux, lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Cette invitation par écrit se fera par courriel à l'adresse mail de contact mentionnée par le titulaire dans son acte d'engagement. Le délai de 15 jours court à compter du lendemain (en jours ouvrables) de l'envoi par la maîtrise d'ouvrage du courriel.

8.1.1. Pénalités pour non respect du délai de commencement

Pour tous les lots, conformément à l'article 19.2.3. du CCAG-Travaux en cas de non respect du délai de commencement des travaux fixé par l'ordre de service, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/3000^{ème} du montant HT de l'ensemble du marché.

8.1.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Pour tous les lots, conformément à l'article 19.2.3. du CCAG-Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/3000^{ème} du montant HT de l'ensemble du marché.

8.1.3. Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Pour absence aux réunions de chantier hebdomadaire telles que définies dans le CCTP, le titulaire subit une pénalité de 200 € par absence.

8.1.4. Pénalité pour non remise des DOE et DIUO :

Pour tous les lots, conformément à l'article 19.3. du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la remise des documents conformes à l'exécution, et après mise en demeure du titulaire restée sans effet, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire 100 € par jour de retard.

(a)8.1.5. Pénalités pour non remise dans les délais des dossiers d'agrément des sous traitants

Pour tous les lots, en cas de non remise dans les délais des dossiers d'agrément des sous traitants, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard.

(b)8.1.6. Pénalités pour non remise dans les délais des documents d'évacuation des matériaux

Pour tous les lots, en cas de non remise dans les délais des documents d'évacuation des matériaux, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard.

8.2. Mesures coercitives : exécution aux frais et risques

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de services, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Conformément à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, le délai est fixé à quinze (15) jours.

Conformément à l'article 52.2 du CCAG-Travaux, si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux par un tiers peut être ordonnée, aux frais et risques du titulaire, ou la résiliation du marché peut être décidée.

Conformément à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, pour assurer la poursuite des travaux par un tiers, en lieu et place du titulaire, il est procédé, le titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG-Travaux, dans le délai de dix (10) jours suivant la notification de la décision de poursuivre des travaux par un tiers, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 52.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation aux frais et risques du titulaire, les mesures prises en application de l'article 52.3 du CCAG-Travaux sont à la charge de celui-ci. Pour l'achèvement des travaux, il est passé, conformément à la réglementation en vigueur, un marché avec un autre opérateur économique. Ce marché de substitution est

transmis pour information au titulaire défaillant. Par exception aux dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché.

Conformément à l'article 52.5 du CCAG-Travaux, le titulaire, dont les travaux font l'objet des stipulations des articles 52.2, 52.3 du CCAG-Travaux et de leur dérogation dans le présent article, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du maître d'œuvre et de ses représentants. Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

Conformément à l'article 52.6 du CCAG-Travaux, les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation prévue aux articles 52.2 ou 52.3 du CCAG-Travaux, sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Dans le cas d'une diminution des dépenses, le titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

Les frais d'expertise attachés à la mise en œuvre de cette procédure seront à la charge du titulaire.

8.3. Résiliation

Les stipulations du CCAG-Travaux s'appliquent.

En cas de défaillance du titulaire à répondre aux obligations contractuelles, le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 50 et 52 du CCAG-Travaux. Le marché sera résilié au tort du titulaire qui ne pourra prétendre, en dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, à aucune indemnité, notamment dans l'hypothèse de diminution du montant des travaux mentionné à l'article 15.1 du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des travaux prévus par le marché aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

9. Assurances

9.1. Assurance du titulaire

9.1.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 8.1.1. du CCAG-Travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 8.1.3. du CCAG-Travaux, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants et sous traitants pressentis doivent justifier, au moment de leur offre, qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

9.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale

Conformément à l'article 8.1.2. du CCAG-Travaux, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L.241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, le titulaire doit justifier qu'il a satisfait à cette opération, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et L.243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

10. Clause environnementale

L'entreprise est responsable de l'ensemble de la chaîne de traitement et de l'élimination des déchets qu'elle produit et/ou qu'elle détient. Elle doit être en mesure de justifier de leur destination finale et doit s'assurer que leur élimination est conforme à la réglementation en vigueur.

La responsabilité de l'entreprise ne cesse pas au moment où elle remet ses déchets à un tiers. Elle reste engagée conjointement à celle des tiers qui assurent l'élimination. (cf. articles L541-10, R 541-43, R 541-45-R 541-46 du Code de l'environnement).

11. Installation, Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Les stipulations du CCTP et autres documents du marché sont applicables.

Un accueil sécurisé et des règles spécifiques pour la circulation du chantier seront mises en place dès le démarrage du chantier.

Dans un délai de 15 jours suite à la réception de l'ordre de service de démarrage des travaux, l'entreprise du lot gros œuvre doit élaborer en relation avec le coordinateur SPS et le maître d'œuvre le plan d'installation de chantier.

11.1. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les règles concernant l'organisation, l'hygiène et la sécurité des chantiers sont définies dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

11.2. Autorisations administratives

Le maître d'ouvrage fait son affaire de la délivrance au titulaire des autorisations administratives liées à l'exécution du marché, notamment les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les frais associés, les autorisations environnementales, les permissions de voirie faisant l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage apporte son concours au titulaire pour lui faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires au dépôt temporaire des déblais.

11.3. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre :

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente, et, le cas échéant du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers.

Les points de passage dangereux, doivent être signalés et protégés.

11.4. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte professionnelle sécurisée.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

12 – Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4. du CCAG-Travaux, dès la notification du marché le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

13 – Confidentialité – Protection des données personnelles

Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5.1. du CCAG-Travaux, le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2. du CCAG-Travaux, chaque partie du marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel et éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

14 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-Travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlement du pays où cette main d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ses obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande du maître d'ouvrage.

15 – Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément aux dispositions prévues à l'article 7 du CCAG-Travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité, et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

16 – Litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable. La juridiction compétente est la juridiction administrative dans le ressort de laquelle la Commune a élu domicile, soit le Tribunal Administratif de Toulon.

17. Dérogations aux documents généraux

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales-Travaux :

Articles du présent document	Articles du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
L'article 1.1.6 déroge à	l'article 28.1
L'article 2 déroge à	l'article 4.1
L'article 8.1. déroge à	l'article 19.2.1.
L'article 8.2. déroge à	L'article 52.3
L'article 9 déroge à	l'article 8.1.3.